COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 3 MARS 2016

Etaient présents : Mme DUBOIS. MM. MARTIN (proc. de M. RICHARD). JAKUBOWSKI. Mmes VAN HEGHE. MEQUIGNON. M. HAGE. Mmes NOBLE. COURTIN (proc. de Mme MALECKI). M. PRETTRE. Mme BRUYER. MM. VANDERSTEEN. SMURAGA. Mme MILLER. MM. RUCAR (proc. de Mme SENECHAL). JUSZCZAK. Mme WANNEPAIN. M. ZAHDOUR. Mme PECRIAUX (proc. de Mme WOS). MM. CASTIEN. COOL. Mmes MAGDELON. BARLET. MM. FRANCONVILLE. BONNEL. Mme DEHAENE

Etaient absents : Mme MALECKI. M. RICHARD. Mmes WOS. SENECHAL, excusés.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Appel
- 2 - Désignation du secrétaire de séance
- 3 - Compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 26 novembre 2015
- 4 - Compte rendu des décisions du Maire
- 5 - Débat d'Orientation Budgétaire 2016
- 6 - Manifestations Culturelles - Fixation des Droits d'Entrée
 - Spectacle de clôture de la semaine culturelle par la Compagnie « DanSinGang » le 19 mars 2016
- 7 - Rétrocession à la Ville - Concession Funéraire
 - Famille CLARINI
- 8 - Redevance pour occupation provisoire du Domaine Public Communal pour les chantiers de travaux concernant les ouvrages des réseaux de transport et de distribution dans le Domaine de l'Electricité et du Gaz
- 9 - Fonds de Concours Communautaire « Piscine »
 - Demande d'attribution pour l'année 2014
- 10 - Adhésion au groupement de commandes relatif à l'achat groupé de services de location de bennes, évacuation et traitement des déchets issus de l'activité de la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN, ses Communes membres volontaires et le SYMEVAD
- 11- Cité Bruno de DOURGES
 - Avenant n° 1 à la Convention de la Maîtrise d'Ouvrage unique entre la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN et la Commune
- 12 - Elaboration d'un agenda d'accessibilité programmé
- 13 - Acquisition par la Commune de l'Immeuble sis 28 rue de la Liberté à DOURGES
- 14 - Transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN de l'aménagement, l'entretien et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage
- 15 - Système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social
 - Convention entre l'Etat et la Commune de DOURGES
- 16 - Lancement de la procédure de cession du chemin rural dit Chemin Vert et d'une partie du Chemin de la Motte
- 17 - Colonies été 2016
- 18 - Dérogation au Repos Dominical Hebdomadaire
 - Magasin PICARD SURGELES
- 19 - Compte rendu des commissions

1 - APPEL

Madame le Maire procède à l'appel. Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

2 - DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Madame PECRIAUX Mireille est désignée Secrétaire de Séance

3 - COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 NOVEMBRE 2015

Madame le Maire demande à l'Assemblée si le Compte Rendu de la réunion du Conseil Municipal du 26 novembre 2015 appelle des commentaires.

Monsieur Denis COOL rappelle qu'il a souhaité être destinataire de la nouvelle composition du Comité Local de Gestion du Fonds de Participation des Habitants.

Monsieur Christian HAGE se charge de lui transmettre la liste.

En l'absence d'autre remarque, le compte rendu est adopté à l'unanimité moins 4 abstentions.

4 - COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE

➔ décision n° 2015-06 : Parcelle cadastrée Section AL 105 de 951 m² sise 12 rue Félix Faure à DOURGES - déconsignation.

Suite à l'acceptation par la Commune du prix fixé par le Juge d'Expropriation pour le bien sis 12 rue Félix Faure à DOURGES, la somme de 20 400 € est déconsignée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Conseil Municipal en prend acte.

5 - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2016

Madame le Maire explique que le Conseil Municipal est à nouveau invité, comme chaque année, à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire, et ce afin de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif. Bien que la tenue d'un tel débat soit prescrite par la loi (article L 2312-1 et suivants du CGCT) ce dernier n'est pas sanctionné par un vote.

Le D O B a pour but de déterminer les grands équilibres ainsi que les choix majeurs en termes d'investissement, de recours à l'emprunt et d'évolution de la fiscalité dans la perspective de la préparation du budget communal.

La préparation budgétaire de 2016 sera conduite en veillant à la préservation de nos équilibres budgétaires malgré un contexte qui présente des difficultés accrues.

Ce Débat d'Orientation Budgétaire s'articulera autour de 3 points :

- 1) Le contexte économique et financier
- 2) Le bilan des réalisations de l'année 2015
- 3) Les lignes directrices que nous entendons mettre en avant pour le projet de budget 2016 qui sera voté en Avril prochain

1) CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

A) Le contexte global

Après une année de stagnation en 2014 (+0,2%), la croissance française a rebondi au 1^{er} trimestre 2015 (+0,7%) avant de connaître une évolution par « à coups ».

La prévision de croissance pour 2015 est estimée à 1,1% et représente le plus haut niveau atteint depuis 4 ans.

Comme pour la zone euro, la croissance française bénéficie de plusieurs facteurs tels que la baisse de prix du pétrole qui redonne du pouvoir d'achat aux acteurs privés et la faiblesse de l'euro qui améliore la compétitivité des entreprises françaises.

Le taux d'inflation de 0,5% en 2014 reste le plus bas connu depuis 2010. En fin d'année 2015, les prix à la consommation sont stables, sur une période de 12 mois.

Bien que les conditions de crédit se resserrent légèrement, les taux d'intérêt demeurent très faibles.

Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2015 était de 10,2% de la population active contre 9,9% en 2014.

B) Le contexte des collectivités locales

La Cour des Comptes, dans un rapport rendu en octobre 2015, a constaté que la situation financière des collectivités s'est encore dégradée en 2014.

Sans remettre en cause la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales, ce rapport pointe du doigt une tendance structurelle qui a pour conséquence une dégradation de l'épargne brute des collectivités locales : les dépenses de fonctionnement progressent plus vite que les recettes de fonctionnement compte tenu, en partie, des charges nouvelles imposées aux communes, telles que les activités périscolaires.

Quant aux dépenses d'investissement du bloc communal, elles ont diminué de 14%.

Les contraintes qui pèsent sur les finances locales sont liées au contexte économique ; elles se traduisent également par les dispositions législatives de **la loi de finances pour 2016** :

- Une baisse des dotations de l'Etat aux collectivités de 3,67 milliards d'euros assortie d'une hausse de la péréquation
- Les principes d'une nouvelle architecture de la dotation globale de fonctionnement du bloc communal dont l'application est prévue en 2017 et qui implique pour les communes une nouvelle dotation de base, une nouvelle dotation de ruralité et une nouvelle dotation de centralité
- Un soutien renforcé à l'investissement local pour des opérations spécifiques principalement en matière de rénovation thermique, de développement des énergies renouvelables

Pour la Commune de Dourges, la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement serait de l'ordre d'environ 85 000 euros en 2016.

Le contexte budgétaire des Collectivités reste difficile pour l'année 2016 et aussi pour les années à venir.

Or, dans le même temps, les services financés par les Communes, notamment dans le domaine social, sont en constante augmentation en raison de la situation économique. A cela s'ajoute la réforme des rythmes scolaires qui vient augmenter les dépenses de fonctionnement de même que la hausse annuelle des charges courantes.

Par conséquent, l'effet ciseau, c'est-à-dire la baisse rapide des recettes conjugué à une augmentation imposée des dépenses, amène les Communes à contenir fortement les dépenses de fonctionnement et / ou à augmenter les impôts communaux.

2) BILAN DES REALISATIONS DE L'ANNEE 2015

L'année 2015 a été marquée par la poursuite des travaux d'entretien du patrimoine communal et de notre environnement urbain.

En matière **d'investissement**, les opérations suivantes ont été réalisées :

TRAVAUX et AGENCEMENTS

- Rénovation intérieure de l'Eglise Saint Piat (peinture, électricité, chauffage)
- Poursuite des travaux de réhabilitation de la Cité Bruno
- Création d'un local informatique au rez-de-chaussée de la Mairie
- Travaux de réfection (peinture, sol et agencement) de l'espace Chopin (site Bruno)
- Pose d'un rideau métallique électrique au stand de tir
- Poursuite des travaux de rénovation des classes de l'école primaire Bruno (électricité, plomberie, chauffage, revêtement mural, peinture) et agencement (mobilier)
- Travaux de réfection et d'agencement à l'école maternelle Les Palombes : reprise des sols, installation de nouveau mobilier

- Poursuite des travaux de rénovation de l'école maternelle Bruno : agencement du bureau de la Directrice, réfection de locaux et rénovation des aires de jeux
- Remplacement des menuiseries des bureaux du service AJES
- Aménagement des locaux du service jeunesse au rez-de-chaussée de la Mairie (peinture, électricité, mobilier et matériel informatique)
- Acquisition du mobilier de la Bibliothèque
- Achats de nouveaux équipements pour les salles municipales (frigo, tables, chaises, vaisselle, chariots de manutention)
- Achats de décors pour les illuminations de Noël
- Travaux d'agrandissement du boulodrome au stade De Gaulle
- Contrôle et entretien des toitures sur l'ensemble des bâtiments communaux

VOIRIE - SECURITE

- Travaux d'entretien des voiries communales : reprise de gargouilles, réfection de trottoirs et reprise de purges en chaussée
- Réalisation de passages piétons rue des Iris et rue du 8 Mai 1945 et création de places PMR rue des Iris et rue Faille
- Reprise des marquages au sol (passages piétons) et signalisation horizontale
- Amélioration de l'éclairage public : changement des points d'éclairage

CADRE DE VIE

- Agencement des parterres et fleurissement de la Commune
- Entretien annuel des terrains des stades C. De Gaulle et Lesnik (plan de fertilisation)
- Entretien annuel et élagage des arbres sur tous les secteurs de la Commune
- Créations d'aires canines
- Installation de mobilier urbain au parc de la bouvache (bancs et poubelles)
- Achats d'équipements et d'outillage pour le service Espace Vert

3) **LIGNES DIRECTRICES DU PROJET DE BUDGET 2016**

Les orientations essentielles qui seront mises en avant pour la préparation du budget 2016 seront dans la continuité de celles retenues pour les budgets passés, que ce soit en matière de fiscalité, de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement et de programmation des investissements.

Orientations dans le domaine des ressources fiscales

En matière fiscale, nous entendons préserver le niveau de nos recettes : c'est la raison pour laquelle les taux d'imposition resteront stables dans un contexte économique et social qui demeure difficile pour certains ménages.

Orientations dans le domaine de la maîtrise des dépenses de fonctionnement

L'absence de marge de manœuvres fiscales, l'accélération de la baisse des dotations de l'Etat, nous amènent à poursuivre et à amplifier les décisions visant à la maîtrise absolue de nos dépenses de fonctionnement.

Cette démarche a pour objectif de rechercher, dans le budget 2016, des économies, à minima, à hauteur de la baisse pressentie de la DGF. Ces économies seront prioritairement ciblées sur les charges à caractère général.

Les charges de personnel demeureront contraintes, avec un effectif stabilisé et un examen au cas par cas des conditions de remplacement des agents absents ou partant à la retraite.

Notre soutien aux Associations est confirmé, dans un contexte contraint qui ne nous permet toutefois pas de mobiliser des moyens supplémentaires.

Un ajustement des tarifs cantine et centres de loisirs sera rendu nécessaire suite à l'augmentation de la tarification des divers prestataires.

Orientations en matière d'endettement

La maîtrise de notre endettement reste un objectif prioritaire. Même si la Commune est faiblement endettée, notre vigilance ne doit pas faiblir.

Une attention soutenue sera apportée au niveau de mobilisation des fonds et au volume en fonction du rythme des réalisations de l'année.

Orientations en matière d'investissement

En matière d'investissement, 2 orientations essentielles :

D'une part, la poursuite d'une politique d'investissement raisonnable mais active car notre Commune, comme les acteurs économiques du territoire, en ont besoin

D'autre part, la priorisation au budget des investissements jugés primordiaux.

La liste précise des projets d'investissements pour 2016 est en cours d'arbitrage, ils seront déclinés selon les orientations suivantes :

Dans le domaine de la mise aux normes de sécurité et d'accessibilité des bâtiments communaux

Dans le domaine de la sécurité des Dougeois : amélioration de l'éclairage public sur les secteurs prioritaires, mise en place de caméras de vidéo-protection

Dans le domaine de la rénovation du patrimoine bâti ainsi que des équipements publics : rénovation et agencement de l'annexe gauche de l'espace les Palombes,

poursuite de la rénovation des salles de classes, participation de la Commune à l'extension de la demi pension du collège A Frank pour la restauration des élèves de l'école Bruno

Dans le secteur de la voirie avec des objectifs prioritaires : aménagement et sécurisation du carrefour chemin du puits en lien avec le Syndicat Mixte des Transports, réfection de la placette rue hoche prolongée dans le cadre du lancement de la seconde phase des travaux de la résidence La Malterie

De la rénovation urbaine : poursuite de la rénovation complète de la Cité Bruno sur l'espace public et privé, réhabilitation du secteur « ancien commissariat » rue Jean Jaurès, restructuration du quartier de la gare avec agrandissement du parking, dossier pour lequel nous attendons les retours de SNCF Réseau compte tenu que le foncier leur appartient.

Par ailleurs, le budget d'investissement intègre également tous les projets récurrents qui concernent les travaux sur le patrimoine bâti, les écoles, la voirie, l'environnement et l'acquisition de matériel.

Le Débat d'Orientation Budgétaire a ainsi fixé les grandes lignes de notre action dans lesquelles le prochain budget s'inscrira.

Bien que la recherche d'économie soit encore la règle cette année et demandera aux Services municipaux la réalisation d'efforts contraignants, l'équipe municipale, est déterminée pour continuer à proposer aux Douργοis les services, les équipements et un cadre de vie agréable.

En 2016, Dourges va continuer de bouger, de se moderniser, de changer de visage, tranquillement et sereinement !

Pour conclure, nous dirons que les orientations du projet de budget 2016 se déclinent autour des grands axes suivants :

- **La poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement**
- **Le maintien du même niveau de fiscalité**
- **La poursuite des projets d'investissement à un niveau maîtrisé et planifié sans recours excessif à l'emprunt**
- **Donner aux Associations les moyens d'exercer leurs activités et de créer du lien social**
- **Accompagner nos concitoyens les plus en difficultés**

Madame le Maire présente les éléments figurant dans la note de synthèse ainsi que les données relatives à la fiscalité locale et à l'état de la dette.

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

A – DOTATIONS DE L'ETAT

1 – Dotation Forfaitaire

2008 : 967 327,00 €

2009 : 963 058,00 €

2010 : 955 362,00 €

2011 : 953 335,00 €

2012 : 952 626,00 €

2013 : 950 896,00 €

2014 : 916 365,00 €

2015 : 820 334,00 €

2016 : montant non communiqué à ce jour

2 – Dotation de Solidarité Urbaine

2008 : 201 226,00 €

2009 : 201 226,00 €

2010 : 201 226,00 €

2011 : 201 226,00 €

2012 : 201 226,00 €

2013 : 201 226,00 €

2014 : 201 226,00 €

2015 : 201 226,00 €

2016 : montant non communiqué à ce jour

B – LA FISCALITE LOCALE (Etat n° 1288 M)

✓ Les bases

	TH	TFPB	TFPNB
2008	3 663 039	5 508 747	65 733
2009	3 760 750	5 684 185	71 275
2010	3 950 746	5 971 427	68 016
2011	4 162 208	6 104 260	67 318
2012	4 298 274	6 240 662	68 223
2013	4 571 323	6 424 979	69 810
2014	4 541 363	6 792 412	77 501
2015	4 765 192	6 762 958	75 154

✓ Les produits

	TH	TFPB	TFPNB	TOTAL DES
--	----	------	-------	-----------

				CONTRIBUTIONS DIRECTES
2008	337 732	973 946	55 393	1 367 071
2009	384 349	1 118 648	61 489	1 564 486
2010	403 766	1 175 177	58 677	1 637 620
2011	467 000	1 323 404	60 768	1 851 172
2012	482 267	1 352 976	61 585	1 896 828
2013	512 903	1 392 935	63 017	1 968 855
2014	509 541	1 472 595	69 960	2 052 096
2015	534 655	1 466 209	67 842	2 068 706

C- FISCALITE REVERSEE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

1 - Attribution de Compensation TPU :

2008 : 584 157,04 €
2009 : 584 157,04 €
2010 : 584 157,04 €
2011 : 584 157,04 €
2012 : 584 157,04 €
2013 : 584 157,04 €
2014 : 584 157,04 €
2015 : 584 157,04 €
2016 : 584 157,04 €

2 - Dotation de Solidarité Communautaire

2008 : 49 075,00 €
2009 : 49 075,00 €
2010 : 48 090,00 €
2011 : 48 535,00 €
2012 : 48 389,00 €
2013 : 50 391,00 €
2014 : 50 497,00 €
2015 : 50 495,00 €
2016 : 51 087,00 €

EVOLUTION DE LA DETTE

Période	Restant dû	Capital	Intérêts	Frais	TOTAL
2016	36 188,08	28 043,68	1 307,84	0	29 351,52
2017	8 144,40	8 144,40	292,39	0	8 436,79
					37 788,31

Le Conseil Municipal est maintenant invité à débattre de ces orientations budgétaires.

LE DÉBAT EST OUVERT

Monsieur Tony FRANCONVILLE souligne qu'il aurait souhaité être destinataire de l'intervention de Madame le Maire avant la séance du Conseil Municipal.

Madame le Maire lui répond que le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ont pour seule obligation de fournir aux membres du Conseil Municipal, un rapport reprenant les données relatives à la fiscalité locale et à l'état de la dette tel qu'il vous a été joint au dossier.

Madame Stéphanie BARLET souhaite avoir le détail des charges à caractère général qui feront l'objet d'une attention particulière dans le cadre des économies envisagées en dépenses de fonctionnement.

Madame le Maire répond qu'il s'agit des dépenses courantes telles que les fournitures administratives, la documentation ...

Monsieur Denis COOL prend acte des contraintes qui pèsent sur les finances locales notamment la baisse des dotations de l'Etat et souhaiterait connaître la priorisation des projets en matière d'investissements.

Madame le Maire précise que le montant des dotations de l'Etat n'est pas encore connu à ce jour.

La baisse sera de l'ordre de 10% et ce jusqu'en 2017 à minima.

Quant aux dépenses d'investissements, l'arbitrage des projets est en cours.

Elle précise toutefois que le projet prioritaire et incontournable est celui de la Cité Bruno qu'il convient encore de budgéter pour les années 2016 et 2017.

Monsieur Denis COOL met également l'accent sur le flux important de véhicules venant d'Evin et de Oignies pour rejoindre les accès autoroutiers, ainsi que sur le manque d'Eclairage Public autour des ronds-points ceinturant la Commune.

Madame le Maire répond que la Commune ne gère pas les Routes Départementales et que les diverses doléances doivent être adressées aux Conseillers Départementaux du secteur.

Monsieur Denis COOL souhaite connaître l'état d'avancement du projet d'extension du Parking de la Gare et suggère que l'on sollicite les Communes voisines dont les usagers occupent largement le parking existant.

Madame le Maire répond que le dossier a fait l'objet de nombreuses relances auprès de la SNCF puisque le foncier leur appartient.

Nous attendons d'ailleurs une réponse prochaine du Service Foncier de la SNCF suite à l'intervention de Madame la Sous-Préfète.

Monsieur Tony FRANCONVILLE salue le maintien des taxes d'imposition pour l'année 2016 et souhaite connaître le pourcentage d'augmentation des tarifs de cantine et de Centres de Loisirs.

Madame le Maire lui répond que la hausse des tarifs sera modique.

Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

6 - MANIFESTATIONS CULTURELLES - FIXATION DES DROITS D'ENTREE

Spectacle de clôture de la semaine culturelle par la Compagnie « DanSinGang » le 19 mars 2016

Madame le Maire expose à l'Assemblée que dans le cadre des Manifestations culturelles organisées par la Ville, La Compagnie « DanSinGang » se produira à DOURGES le 19 mars 2016 avec son spectacle « CabaRêve », pour clôturer la Semaine Culturelle et qu'il conviendrait de fixer les droits d'entrée.

Elle propose le tarif suivant :

- 8,00 € - tarif général
- 5,00 € - tarif réduit (pour les - 18 ans, étudiants, demandeurs d'emploi)

La proposition est adoptée à l'unanimité.

7 - RETROCESSION A LA VILLE - CONCESSION FUNERAIRE - Famille CLARINI

Madame le Maire expose à l'Assemblée la demande de Mesdames REBOLLO-CLARINI Louissetta et COSNUAU-CLARINI Jacqueline et Monsieur CLARINI Jean qui souhaitent rétrocéder à la Ville la concession funéraire trentenaire acquise le 31 Janvier 1997 par leur père, Monsieur CLARINI Joseph, section K emplacement N° 10, acte n° 1284 et actuellement vide de toute sépulture.

Ladite concession a été établie pour un montant 91,47 € dont 1/3 pour le C.C.A.S.

Le montant à rembourser est de **22,36 €** représentant le prix de l'acquisition (91,47 €) auquel il convient de soustraire le prix correspondant à la période de pleine propriété (19 ans) calculé comme suit :

- 91,47 € pour 30 ans

Prix de la concession : $\frac{91,47 \times 19}{30} = 57,93 \text{ €}$

D'où 91,47 € - 57,93 € = 33,54 €

2/3 de la somme seront remboursés par la Ville soit 22,36 €

1/3 restant ayant été versé au Centre Communal d'Action Sociale, ne fera l'objet d'aucun remboursement.

Madame le Maire propose de rembourser à Mesdames REBOLLO-CLARINI Louissetta et COSNUAU-CLARINI Jacqueline et Monsieur CLARINI Jean, la somme de 22,36 €.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

8 - REDEVANCE POUR OCCUPATION PROVISoire DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR LES CHANTIERS DE TRAVAUX CONCERNANT LES OUVRAGES DES RESEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DANS LE DOMAINE DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

Madame le Maire informe l'Assemblée de la parution au Journal Officiel du décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux Communes et aux Départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public pour les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites en 2014 permettant d'escompter dès 2015 à la perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal :

- de décider d'instaurer la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.
- d'en fixer le mode de calcul, conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

9 - FONDS DE CONCOURS COMMUNAUTAIRE « PISCINE » **Demande d'attribution pour l'année 2014**

Madame le Maire expose à l'Assemblée que la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN a décidé de mettre en place un fonds de concours « Piscine » pour ses Communes membres.

Par délibération en date du 19 novembre 2015, elle a fixé les critères d'attribution de ce fonds de concours de la manière suivante, étant précisé que le montant total de ce dernier ne peut excéder 50% du reste à charge pour la Commune bénéficiaire du fonds :

- D'une part, le fonds de concours sera attribué afin d'accompagner les Communes dotées d'un équipement nautique (Budget annuel plafonné à 450 000 €).
- D'autre part, la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN entend également favoriser la mise en œuvre d'une véritable politique concertée à l'échelle du Territoire en participant aux charges inhérentes au transport des scolaires pour les Communes ne disposant pas d'un équipement (Budget annuel plafonné à 50 000 €).

Au titre de l'année 2014, la Ville de DOURGES a financé 6 710 € en transport scolaire. Par conséquent, la participation demandée s'élève à 3 355 € (50% de la dépense).

Madame le Maire informe l'Assemblée que la piscine de LEFOREST a fermé ses portes en juin 2015 pour cause de travaux.

Après contact pris auprès des Communes d'HENIN-BEAUMONT, MONTIGNY-EN-GOHELLE, HARNES et COURRIERES, la Ville d'HENIN-BEAUMONT a accordé à la Commune deux créneaux « piscine » le vendredi matin à compter du 11 mars 2016 et ce jusqu'en juin.

A partir de la rentrée de septembre, la Commune sera prioritaire pour l'obtention de créneaux à la piscine de COURRIERES.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

10 - ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A L'ACHAT GROUPE DE SERVICES DE LOCATION DE BENNES, EVACUATION ET TRAITEMENT DES DECHETS ISSUS DE L'ACTIVITE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN CARVIN, SES COMMUNES MEMBRES VOLONTAIRES ET LE SYMEVAD

Madame le Maire explique que la mutualisation de l'achat de services de location de bennes et d'évacuation des déchets permet à la fois de bénéficier d'une expertise technique mais également de prétendre à la réalisation d'économies d'échelles en augmentant le nombre de rotations et de tonnages de déchets prévus dans la consultation. Aussi, il est proposé qu'un groupement de commandes soit constitué entre la Communauté d'Agglomération Hénin Carvin et ses Communes membres. Après que chaque Commune intéressée ait fait connaître rigoureusement ses besoins, la Communauté d'Agglomération Hénin Carvin interviendrait alors en qualité de coordonnateur.

A cet effet, il est proposé d'adhérer au groupement de commandes et de signer la convention constitutive reprenant les caractéristiques suivantes :

- Le groupement de commandes serait créé pour la passation du marché uniquement, chaque membre devant ensuite signer le marché correspondant à hauteur de ses propres besoins, et s'assurer de sa bonne exécution.
- L'adhésion devra avoir lieu avant le 1^{er} avril 2016. Elle est ensuite définitive, et expire après l'attribution du marché.
- Une Commission d'Appel d'Offres du groupement est constituée. Chaque membre doit désigner un membre titulaire et un membre suppléant. Le membre ainsi présent aura donc à participer au choix de l'entreprise attributaire.
- Le marché sera passé sous forme d'Appel d'Offres ouvert pour une durée d'une année reconductible 3 fois, et prendra la forme d'un accord-cadre sans mini ni maxi.
- La Communauté d'Agglomération, coordonnateur du groupement, recense les besoins et s'assure de la sécurité juridique de la passation du marché.

Pour la Commune de DOURGES, le montant prévisionnel du besoin est estimé à 19 830,00 € par année.

Madame le Maire propose à l'Assemblée de procéder à la désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant au sein de la CAO du Groupement.

L'élection des membres titulaire et suppléant a lieu à bulletin secret conformément aux articles L. 1221-20 et L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame le Maire invite les membres présents à se prononcer par un vote à main levée sur le mode de scrutin pour la désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres du Groupement de Commandes.

A l'unanimité, le Conseil Municipal s'est prononcé pour un vote à main levée.

Madame le Maire propose pour la liste « INITIATIVE COMMUNE » la candidature de Monsieur MARTIN Bernard en qualité de Titulaire, et de Madame VAN HEGHE Sabine en qualité de Suppléante.

La liste « ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE DOURGES » propose la candidature de Madame MAGDELON Micheline en qualité de Titulaire.

La liste « RASSEMBLEMENT BLEU MARINE POUR DOURGES » propose la candidature de Monsieur BONNEL Patrick en qualité de Suppléant.

Les résultats du vote sont les suivants :

- Membre titulaire

Liste « INITIATIVE COMMUNE » : 23 voix pour Monsieur MARTIN Bernard.

Liste « ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE DOURGES » 6 voix pour Madame MAGDELON Micheline.

- Membre suppléant :

Liste « INITIATIVE COMMUNE » : 23 voix pour Madame VAN HEGHE Sabine.

Liste « RASSEMBLEMENT BLEU MARINE POUR DOURGES » : 6 voix pour Monsieur BONNEL Patrick.

Monsieur MARTIN Bernard et Madame VAN HEGHE Sabine sont désignés en qualités respectives de membre titulaire et membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres du groupement.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

11- CITE BRUNO DE DOURGES

Avenant n° 1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique entre la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN et la Commune

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que, par délibération en date du 24 février 2012, le Conseil Municipal a décidé de désigner, par voie de convention, un Maître d'Ouvrage unique afin d'assurer une coordination optimale des travaux d'assainissement d'eau potable, de défense incendie, de réfection de voirie, d'enfouissement des réseaux et d'aménagement paysager de la Cité Bruno.

Afin de mobiliser un maximum de subventions extérieures pour ce projet et à la demande des financeurs, la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN s'est engagée à porter un dossier globalisé de subventions pour le compte des deux Collectivités. A ce titre, elle percevra directement l'ensemble des subventions pour le compte de deux Collectivités.

Contrairement aux termes de l'article 6 de la convention initiale qui prévoit que chaque Collectivité prenne en charge la recherche de ces propres subventions, il convient de régulariser le principe en conséquence et de fixer le principe de réattribution des recettes.

La mobilisation de subventions permettant d'alléger le budget général de l'opération, il est proposé de modifier également l'article 5.

Cet article portant sur le financement de l'opération, prévoit le principe d'une avance de trésorerie et de versements mensuels au cours de l'avancement de l'opération.

La Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN nous propose de simplifier ce mode de financement selon le principe que la Commune lui reverse uniquement les dépenses lui restant à charge, déduction faite des subventions.

Cette forme de remboursement des dépenses permet ainsi de :

- Diminuer le nombre de transactions financières entre les deux Collectivités.
- Rationaliser les versements de la Commune selon un étalement planifié.

Il est donc proposé de modifier l'article 5 de la convention comme suit :

- Versement d'un premier acompte de 30% des frais afférents à la partie de l'opération qui incombe à la Ville de DOURGES, déduction faite des subventions versées au moment de la demande.
- Versement d'un second acompte à 50% des frais afférents à la partie de l'opération qui incombe à la Ville de DOURGES, déduction faite des subventions versées au moment de la demande.
- Versement d'un troisième acompte à 80% des frais afférents à la partie de l'opération qui incombe à la Ville de DOURGES, déduction faite des subventions versées au moment de la demande.
- Solde et clôture de l'opération sur le plan financier. Ce solde assurera le réajustement éventuellement nécessaire au regard des dépenses et recettes réelles.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

12 - ELABORATION D'UN AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMÉ

Madame le Maire explique que la loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des Personnes Handicapées, impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), de catégories 1 à 5, soient accessibles avant le 1^{er} janvier 2015 à l'ensemble des usagers et ce, quel que soit le type de handicap. A ce jour, la majorité des propriétaires et des exploitants sont en retard et n'ont pas respecté cette échéance.

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité en contrepartie d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmé, nommé Ad'Ap, calendrier budgétaire des travaux de mise en accessibilité restants à réaliser.

Madame le Maire informe que l'Ad'Ap a été élaboré en lien étroit avec les acteurs locaux et notamment les membres de la Commission Communale d'Accessibilité qui s'est réunie le 14 janvier 2016.

Il correspond à un engagement de réaliser les travaux restants dans un délai de 6 ans (deux périodes de 3 ans) de les financer et de respecter les règles d'accessibilité.

Madame le Maire propose le calendrier suivant :

PÉRIODES	ERP CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE MISE EN ACCESSIBILITÉ	NATURE DE L'ACTION DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ENVISAGÉE	ESTIMATIONS FINANCIÈRES
ANNÉE 1	MAIRIE	1ère phase du site	68 000,00 €
ANNÉE 2	MAIRIE	2ème phase du site	67 940,00 €
	Salle des Fêtes MAIRIE	Ensemble du site	
ANNÉE 3	Ecole et Extension FERRY	Ensemble du site	68 277,00 €
	Ecole "Les Palombes"	Ensemble du site	
	Salle Polyvalente	Ensemble du site	
	Vestiaire LESNIK	Ensemble du site	
	Salle des Fêtes BRUNO	Ensemble du site	
PÉRIODE 2 ANNÉES 4 - 5 - 6	Ecole BRUNO	Ensemble du site	204 166,00 €
	Halte Garderie	Ensemble du site	
	Restaurant Scolaire MAIRIE	Ensemble du site	
	Salle Guy MOLLET	Ensemble du site	
	Salle BRIQUET	Ensemble du site	
	Stand de Tir	Ensemble du site	
	Salle SALENGRO	Ensemble du site	
	Salle CHOPIN	Ensemble du site	
	Pétanque dourgeoise	Ensemble du site	
	Centre Paul FASQUELLE	Ensemble du site	
	Eglise SAINT PIAT	Ensemble du site	
	Salle Jean MONNET	Ensemble du site	
	Salle de Musique	Ensemble du site	
Vestiaire Stade DE GAULLE	Ensemble du site		
TOTAL			408 383,00 €

Madame le Maire explique que les deux premières années seront prioritairement consacrées aux travaux de mise en accessibilité de la Mairie : pose d'un ascenseur et agencement des bureaux du rez-de-chaussée.

Monsieur Denis COOL suggère que la rénovation des vestiaires du Stade Charles De Gaulle, aujourd'hui vétustes, et prévue la dernière année, puisse être réalisée avant la rénovation des vestiaires du Stade LESNIK.

Madame le Maire précise que la rénovation des vestiaires du Stade Charles De Gaulle nécessite de gros travaux et donc un plus gros budget. C'est pourquoi les vestiaires LESNIK ont été budgétés la 3^{ème} année avec d'autres travaux moins lourds pour ainsi avoir une enveloppe de travaux à peu près similaire chaque année.

Elle informe également que l'échelonnement des travaux pourrait être modifié durant la période de 6 ans si une priorité devait se dégager.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

13 - ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE L'IMMEUBLE SIS 28 RUE DE LA LIBERTE A DOURGES

Madame le Maire informe l'Assemblée que la Commune a été destinataire d'un courrier en date du 12 novembre 2015 de la Caisse Régionale de la Sécurité Sociale dans les Mines du Nord - Pas-de-Calais (CARMI) l'informant de la décision de la Caisse Nationale des Mines de procéder à la vente du Cabinet Médical sis 28 rue de la Liberté à DOURGES.

Une visite de ce bien immobilier cadastré AH n° 227 d'une contenance de 1 072 m², a été organisée avec le Directeur du Patrimoine Immobilier de la CARMI.

Sa localisation privilégiée en Centre Ville, présente pour la Commune, un atout non négligeable.

De plus, le bon état général du bâtiment permettrait une occupation rapide des lieux.

Au vu de ce qui précède, Madame le Maire propose l'acquisition de cet immeuble permettant ainsi de répondre aux besoins en locaux de la Commune.

Le Service des Domaines a estimé le 15 décembre 2015 la valeur vénale du bien à 169 000,00 € H.T. avec possibilité de négociation.

Après négociation, le prix de 157 000,00 € nets vendeur a été accepté par les propriétaires.

Monsieur Tony FRANCONVILLE demande par qui seront occupés ces locaux.

Madame le Maire lui répond que c'est en discussion.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

14 - TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HENIN CARVIN DE L'AMENAGEMENT, L'ENTRETIEN ET LA GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Madame le Maire expose à l'Assemblée que la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dite loi BESSON, impose aux Communes de plus de 5 000 habitants la réalisation d'aires d'accueil de gens du voyage.

Le schéma départemental du Pas-de-Calais approuvé quant à lui le 20 avril 2012 comporte des obligations en matière d'aires permanentes d'accueil pour les itinérants (aires d'accueil et aires de grand passage), des actions d'accompagnement social renforcées et le recensement des besoins pour les gens du voyage en voie de sédentarisation, en lien avec le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

Il prévoit la création de 121 places d'accueil pour le territoire composé des 11 Communes de la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN concernées par l'obligation légale ainsi que la création d'une aire de grand passage à l'échelle de l'Arrondissement de LENS.

Par ailleurs, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, prévoit un transfert de plein droit de la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » aux Communautés d'Agglomération au 31 décembre 2016, au titre des compétences obligatoires.

Aussi, afin d'anticiper le transfert automatique de cette compétence prévue au 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN (CAHC) souhaite modifier d'ores et déjà ses statuts, permettant ainsi de continuer le travail déjà engagé depuis plus d'un an avec notamment le lancement d'une étude réalisée par l'AREAS.

Dans ce cadre, un travail de recherche de fonciers pour la réalisation des aires d'accueil en lien avec les Communes et les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer est également en cours.

Madame le Maire précise que deux terrains sur la Commune de DOURGES ont été proposés par la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN mais n'ont pu être retenus car le premier était situé en zone protégée UNESCO et le second faisait partie du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé.

La Commune a proposé deux autres terrains situés à proximité de la Plate-Forme DELTA 3.

Madame le Maire rappelle que les terrains qui seront choisis sur le territoire de la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN devront répondre à des exigences très strictes : ils devront être proches des Ecoles, des Commerces et du Centre Ville.

A l'unanimité, le Conseil Municipal émet un avis favorable au transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération HENIN CARVIN de l'Aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

15 - SYSTEME D'ENREGISTREMENT NATIONAL DES DEMANDES DE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL

Convention entre l'Etat et la Commune de DOURGES

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que par délibération en date du 26 juin 2015, le Conseil Municipal a décidé que la Commune devienne Service Enregistreur de toute demande de logement locatif social et puisse ainsi délivrer au demandeur un Numéro Unique Départemental.

Pour tenir compte des évolutions apportées par la loi ALUR du 24 mars 2014 qui modernise la gestion de la demande de logement social, en mettant en œuvre notamment le dossier unique de demande et permet aux guichets enregistreurs de partager les informations relatives à la demande, Madame le Maire propose la signature d'une Convention entre l'Etat et la Commune.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

16 - LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE CESSION DU CHEMIN RURAL DIT CHEMIN VERT ET D'UNE PARTIE DU CHEMIN DE LA MOTTE

Madame le Maire explique que le Chemin Rural dit Chemin Vert et une partie du Chemin de la Motte, d'une contenance de 18 110 m² sur la Commune de DOURGES ne sont plus utilisés par le public et qu'ils n'ont plus d'existence physique sur le terrain et ne présentent pas d'intérêt pour la Commune,

CONSIDERANT l'offre faite par la Société Publique Locale d'Aménagement DELTA 3, d'acquérir lesdits Chemin Ruraux situés dans l'emprise de l'opération d'aménagement de la Zone Logistique D,

COMPTE TENU de la désaffectation des Chemins Ruraux susvisés afin de rendre cohérent l'implantation des bâtiments faisant l'objet d'un dépôt de Permis de Construire, il est donc dans l'intérêt de la Commune de mettre en œuvre la procédure prévue par les articles L 161-10, L 161-1 à L 161-2 et L 161-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime, qui autorise la vente de Chemins Ruraux lorsqu'ils cessent d'être affectés à l'usage du public.

CONSIDERANT, par suite, qu'une Enquête Publique Unique devra être organisée conformément aux dispositions de l'article R 161-10-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime puisque le Chemin de la Motte appartient aux Communes de DOURGES et d'OSTRICOURT, ainsi que le Chemin Rural n° 6 dit carrière du Chemineau situé sur la Commune d'OSTRICOURT.

Madame le Maire propose de lancer la procédure de cession des Chemins Ruraux et d'organiser une Enquête Publique Unique entre les Communes de DOURGES et d'OSTRICOURT sur ce projet,

La proposition est adoptée à l'unanimité.

17 - COLONIES ETE 2016

CHOIX DES SEJOURS :

- **CENTRE « Nyoiseau » à La Plaine sur mer (LOIRE ATLANTIQUE) - 6 - 13 ans**
Du 01 au 16 août 2016 (15 jours)
Séjour + transport..... **870,00 €/enfant**
- **CENTRE « La Clef des Champs » à Onnion (HAUTE-SAVOIE) - 8 - 15 ans**
Du 06 au 17 juillet 2016 (12 jours)
Séjour + transport **840,00 €/enfant**
- **CENTRE « Les Blacouas » au village La Roque Esclapon (VAR) - 13 - 17 ans**
Du 01 au 14 août 2016 (14 jours)
Séjour + transport **995,00 €/enfant**

PARTICIPATION DES PARENTS : 348,00 € pour le Centre « Nyoiseau » (LOIRE ATLANTIQUE), 336,00€ pour le Centre « La Clef des Champs » (HAUTE-SAVOIE) et 398,00€ pour le Centre « Les Blacouas » (VAR) avec un taux dégressif de 30,00 € pour le 2^{ème} enfant et de 40,00€ pour le 3^{ème} enfant de la même famille – dont 30,00 € à régler dès l’inscription.

La proposition est adoptée à l’unanimité.

18 - DEROGATION AU REPOS DOMINICAL HEBDOMADAIRE

Magasin PICARD SURGELES

Madame le Maire informe l’Assemblée de la demande en date du 17 novembre 2015 de PICARD SURGELES S.A.S. D’ISSY LES MOULINEAUX qui sollicite l’autorisation d’ouvrir son magasin situé rue E. Zola à DOURGES :

- le dimanche 11 décembre 2016 de 9 heures à 18 heures.
- le dimanche 18 décembre 2016 de 9 heures à 19 heures.

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 permettant l’ouverture des Commerces le dimanche, par décision du Maire prise après avis du Conseil Municipal, 5 fois par an, et jusqu’à 12 au total,

A l’unanimité, le Conseil Municipal émet **un avis favorable** à l’ouverture du Magasin PICARD SURGELES aux dates précitées.

19 - COMPTE RENDU DES COMMISSIONS

- **Madame MEQUIGNON Martine** rend compte des travaux de la Commission Vie Associative et Sportive, Salles Municipales du 28 janvier 2016

- **Monsieur JAKUBOWSKI André** rend compte des travaux de la Commission Travaux – Environnement Urbain – Sécurité du 11 février 2016
- **Madame NOBLE Joseline** rend compte des travaux de la Commission Vie Scolaire - Petite Enfance - Jeunesse – Culture – Partenariat avec la Ville de RASZKOW du 3 février 2016

Monsieur Patrick BONNEL souhaite avoir le détail des Comptes Budgétaires, comme par exemple, les travaux qui seront réalisées en MAIRIE dans le cadre du dossier Ad'Ap.

Madame le Maire répond qu'il aura connaissance du détail des Comptes lors du prochain Conseil Municipal consacré au vote du Budget.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.

Un compte rendu de la réunion est adressé aux Conseillers Municipaux après contrôle rendu le 10 mars 2016 et sous la seule responsabilité du Maire.

Le Maire,
J.M. DUBOIS